

N° DP 24/361

DECISION DU PRESIDENT

AVENANT N°1 A L'ACCORD-CADRE 10RL22 PRESTATIONS D'ASSISTANCE PAYSAGERE SUR LE PERIMETRE DU GRAND SITE DE LA PRESQU'ILE DE GIENS ET DES SALINS D'HYERES-LES- PALMIERS

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article R2194-6 du Code de la Commande Publique, qui indique que le marché peut être modifié lorsqu'un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'accord-cadre n°10RL22 relatif aux prestations d'assistance paysagère sur le périmètre du grand site de la presqu'île de Giens et des Salins d'Hyères notifié à la Société TRAIT D'UNION, le 8/03/2022 pour un montant minimum de 60 000 € HT et maximum de 240 000.00 € HT,

VU le projet d'avenant n°1, ci-annexé,

CONSIDERANT que le 31 décembre 2023, la société Trait d'Union a été absorbée par la société INDDIGO par une opération de fusion simplifiée, conformément aux annexes du présent avenant,

CONSIDERANT que la société INDDIGO a repris ainsi l'ensemble des droits et obligations résultant de l'accord-cadre,

CONSIDERANT que la société INDDIGO s'engage à maintenir l'ensemble des moyens mis en œuvre par le titulaire initial, les interlocuteurs de la Métropole notamment restant inchangés,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SIGNER l'avenant n°1 à l'accord-cadre 10RL22 avec la Société INDDIGO.

ARTICLE 2

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget Principal - Opération budgétaire : 716.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **30 AVR. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



30 APR 1954

MARCHE N°10RL22

**Prestations d'assistance paysagère sur le périmètre du grand site de la
presqu'île de Giens et des salins d'Hyères**

AVENANT N° 1

| |
|--|
| A - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE MARCHE |
|--|

| | |
|--------------------------------|--|
| Etablissement Public : | Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par Jean- Pierre GIRAN, Président en exercice |
| Direction : | Direction Générale des Services Techniques |
| Titulaire initial : | Trait d'Union Représenté par Vincent MOINEAU |
| Date de notification : | 8/03/22 |
| Durée: | 48 mois |
| Montant: | Minimum 60 000.00 € TTC Maximum 240 000.00 € TTC |
| Imputation budgétaire : | Budget Principal Opération 716 |
| Nature de l'avenant 1 : | Substitution du titulaire |
| ANNEXES : | BODACC- Traité de fusion- RIB |

ENTRE LES SOUSSIGNES

ENTRE LES SOUSSIGNES

Jean-Pierre GIRAN, Président, agissant au nom et pour le compte de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

D'une part,

Et

Sébastien THEAU, directeur du département Ingénierie, en qualité de représentant de la société absorbante INITIATIVE POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE INGENIERIE ET ORGANISATION - INDDIGO

IL A ETE ENTENDU ET CONVENU CE QUI SUIT :

B - OBJET DE L'AVENANT

Article 1 : Objet de l'avenant

Le 31 décembre 2023, la société Trait d'Union a été absorbée par la société INDDIGO par une opération de fusion simplifiée, conformément aux annexes du présent avenant.

La société INDDIGO a repris ainsi l'ensemble des droits et obligations résultant de l'accord-cadre.

La société INDDIGO s'engage à maintenir l'ensemble des moyens mis en œuvre par le titulaire initial, les interlocuteurs de la Métropole notamment restant inchangés.

L'article 6 de l'acte d'engagement est modifié. Le compte sur lequel la Métropole se libèrera des sommes dues est celui dont les coordonnées sont jointes en annexe.

Article 2 : Application des clauses du marché modifié

Toutes les clauses du marché initial demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de différence.

C - SIGNATURES

Fait à Toulon, le

Pour la Métropole Toulon Provence
Méditerranée
Pour le Président,
Le directeur général adjoint des services

Claude WEISSE

Pour INDDIGO



Sébastien THEAU

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES

ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES

ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



**PREMIÈRE
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.bodacc.fr

BODACC « A »

Annonce n° 1106

73 – SAVOIE

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE CHAMBÉRY

Ventes et cessions

402 250 427 RCS Chambéry.

INITIATIVE POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE - INGENIERIE ET ORGANISATION.

Forme : Société par actions simplifiée.

Sigle : INDDIGO.

Capital : 3193245.00 EUR.

Adresse : 367, Avenue du Grand Ariétaz, 73000 Chambéry.

Oppositions : Art. L.236-15 du code de commerce.

Commentaires : AVIS DE PROJET DE FUSION INITIATIVE POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE - INGENIERIE ET ORGANISATION Société par actions simplifiée Au capital de : 3 193 245,00 EUR Siège social 367 Avenue du Grand Ariétaz 73000 Chambéry N° RCS 402 250 427 RCS Chambéry, est société absorbante TRAIT D'UNION Société par actions simplifiée à associé unique Au capital de : 10 000,00 EUR Siège social 68 Grande Rue de Saint-clair 69300 Caluire-et-Cuire N° RCS 792 847 758 RCS Lyon, est société absorbée Actif : 530 024,00 EUR Passif : 490 621,00 EUR Actif net apporté : Rapport d'échange des droits sociaux : Fusion simplifiée, aucun rapport d'échange ni augmentation de capital. Montant prévu de la prime de fusion : mali provisoire de fusion de 238 636 €, avec détermination du montant définitif du résultat de la fusion au vu de l'état des actifs et passifs de la société Absorbée arrêtés à leur valeur nette comptable à la date du 31/12/2023 minuit Date du projet : 07/11/2023 Date et lieu de dépôt : Date de dépôt : 08/11/2023, lieu de dépôt : Greffe du tribunal de commerce de Chambéry au nom de la société INITIATIVE POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE - INGENIERIE ET ORGANISATION Date de dépôt : 08/11/2023, lieu de dépôt : Greffe du tribunal de commerce de Lyon au nom de la société TRAIT D'UNION.

RCS : CHAMBERY

Code greffe : 7301

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de CHAMBERY atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1995 B 00362

Numéro SIREN : 402 250 427

Nom ou dénomination : INITIATIVE POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE - INGENIERIE ET ORGANISATION

Ce dépôt a été enregistré le 08/11/2023 sous le numéro de dépôt 9889

FUSION-ABSORPTION

DE LA SOCIÉTÉ TRAIT D'UNION

PAR LA SOCIÉTÉ INITIATIVE POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE INGENIERIE ET ORGANISATION - INDDIGO

| | |
|--|----------------|
| CHAPITRE I : Exposé préalable | page 1 |
| I - Caractéristiques des sociétés intéressées..... | page 1 |
| II - Motifs et buts de la fusion..... | page 4 |
| III - Date d'effet de la fusion..... | page 4 |
| IV - Méthodes d'évaluation..... | page 5 |
| V - Comptes servant de base à la fusion..... | page 5 |
| VI – Comité social et économique | page 6 |
| CHAPITRE II : Apport-fusion | page 6 |
| I - Dispositions préalables..... | page 6 |
| II - Apport de la société TRAIT D'UNION..... | page 6 |
| III - Rémunération de l'apport-fusion..... | page 10 |
| IV - Propriété et jouissance..... | page 11 |
| CHAPITRE III : Charges et conditions | page 12 |
| CHAPITRE IV : Date de réalisation de la fusion - Conditions suspensives | page 15 |
| CHAPITRE V : Déclarations générales | page 16 |
| CHAPITRE VI : Déclarations fiscales et sociales | page 17 |
| CHAPITRE VII : Dispositions diverses | page 21 |

TRAITÉ DE FUSION

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

- La société « **INITIATIVE POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE INGENIERIE ET ORGANISATION – INDDIGO** », Société par Actions Simplifiée à mission au Capital de 3 193 245 Euros, dont le siège social est à CHAMBERY 73000, 367 avenue du Grand Arietaz, immatriculée au RCS de CHAMBERY sous le n° 402 250 427,

Représentée aux présentes par Monsieur Bruno LHOSTE, Président, dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil d'administration en date du 06 Novembre 2023 ;

*- Ci-après dénommée "la société absorbante",
D'UNE PART,*

ET:

- La société « **TRAIT D'UNION** », Société par Actions Simplifiée à associée unique, au Capital de 10 000,00 Euros, dont le siège social est à CALUIRE-ET-CUIRE 69300, 68 Grande Rue de Saint Clair, immatriculée au RCS de LYON sous le n° 792 847 758,

Représentée aux présentes par Monsieur Sébastien THÉAU, Directeur Général, et par la société « **INITIATIVE POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE INGENIERIE ET ORGANISATION – INDDIGO** », associée unique et Présidente,

Représentée elle-même par Monsieur Bruno LHOSTE, son Président,

*- Ci-après dénommée "la société absorbée",
D'AUTRE PART,*

PRÉALABLEMENT À LA CONVENTION DE FUSION FAISANT L'OBJET DU PRÉSENT ACTE, IL A ÉTÉ EXPOSÉ CE QUI SUIT :

CHAPITRE I : EXPOSÉ

I - CARACTÉRISTIQUES DES SOCIÉTÉS

A – Caractéristiques de la société absorbante

1. La société « **INITIATIVE POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE INGENIERIE ET ORGANISATION – INDDIGO** » a pour objet, en France et à l'étranger, ainsi qu'il résulte de l'article 2 de ses statuts :

- l'étude, le conseil, l'ingénierie, l'expertise, la formation, l'accompagnement et toute prestation de service dans les domaines du développement durable, dans toutes ses dimensions économiques, environnementales, sociétales, et sociales,

- la prise de participation directe ou indirecte dans toute société civile ou commerciale, ou dans tout groupement de toute nature par souscription au capital ou acquisition de titres ou autrement, toute prestation de gestion administrative, financière, technique, comptable ou commerciale pour ses filiales, ou participations ainsi que toute prestation de service extérieure, la formation,
- le tout directement ou indirectement pour son compte, pour le compte de tiers, soit seule soit avec des tiers, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, alliance, de sociétés en participation, ou de prise ou de dation en location, ou en gérance de tous biens ou droits ou autrement,
- et généralement toutes opérations commerciales et industrielles, financières, mobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets précités ou à tout patrimoine social.

2. La société « INITIATIVE POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE INGENIERIE ET ORGANISATION – INDDIGO » s'est par ailleurs dotée d'une mission au sens de l'article L 210-10 du Code de Commerce, définie par une raison d'être et des objectifs.

Sa raison d'être est d'accélérer la transition par des expertises et solutions innovantes, conciliant respect du vivant et bien-être humain, pour habiter durablement les territoires.

En lien avec sa raison d'être, la Société a défini huit objectifs sociaux et environnementaux qui touchent l'ensemble de ses parties prenantes et qu'elle s'engage à poursuivre dans le cadre de son activité :

Dans le cadre de ses missions, programmes, projets et produits à :

- 1- Contribuer à la décarbonation de tous les usages en recherchant la sobriété, l'efficacité et le développement des énergies renouvelables
- 2- Promouvoir une Economie Circulaire territorialisée basée sur une consommation raisonnée et le recours prioritaire aux bioressources
- 3- Agir pour la préservation et la régénération de la biodiversité et des services écosystémiques
- 4- Défendre un environnement favorable à toutes les santés, prenant en compte les interdépendances entre santé humaine, santé animale et santé des écosystèmes

Avec ses clients et autres parties prenantes à :

- 5- Sensibiliser, former, embarquer et accompagner le changement grâce à des démarches participatives de conception et de décision
- 6- Renforcer la résilience des territoires aux risques climatiques, sanitaires et sociaux par l'adaptation au changement climatique, l'inclusion et la réduction des inégalités

Au sein de l'organisation à :

- 7- Consacrer en permanence des moyens adaptés à l'innovation organisationnelle, managériale, technique et numérique
- 8- Poursuivre et conforter son modèle de gouvernance participative et d'actionnariat réservé aux salariés et dirigeants, garant de son indépendance.

3. La durée de la société expire le 19 septembre 2094.

4. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et expire le 31 décembre de chaque année.

5. Le Commissaire aux comptes titulaire de la société est la société HEXACT AUDIT, Société par Actions Simplifiée dont le siège social est à MERY 73420, 525 rue Maurice Herzog, immatriculé au RCS de CHAMBERY sous le n° 746 620 376.

Le Commissaire aux comptes suppléant de la société est la société HEXACT, Société par Civile Professionnelle de Commissaire aux comptes dont le siège social est à MERY 73420, 525 rue Maurice Herzog, immatriculé au RCS de CHAMBERY sous le n° 390 940 427.

6. Le capital s'élève actuellement à 3 193 245 euros. Il est divisé en 59 026 actions, toutes de même catégorie et entièrement libérées.

7. La société « **INITIATIVE POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE INGENIERIE ET ORGANISATION – INDDIGO** » n'a pas émis de parts bénéficiaires ou d'obligations.

8. La société « **INITIATIVE POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE INGENIERIE ET ORGANISATION – INDDIGO** » déclare qu'elle est imposée à l'impôt sur les sociétés en application de l'article 206-5 du Code général des impôts.

B – Caractéristiques de la société absorbée

1. LA SOCIÉTÉ « **TRAIT D'UNION** » a pour objet, ainsi qu'il résulte de l'article 2 de ses statuts :

- Bureau d'études, d'urbanisme, d'architecture paysagère et d'ingénierie technique, VRD et génie civil,

- Etudes, conception, Maîtrise d'œuvre, ordonnancement, pilotage, coordination, économie, dossiers d'urbanismes, dossiers réglementaires, dessins et graphismes de projets d'aménagement urbains dans le domaine des travaux publics et privés (zones d'activité, lotissements, ensembles immobiliers, pistes cyclables, modes doux, voiries et réseaux divers, espaces verts, parcs, jardins, places publiques, parking, ouvrages d'assainissement... etc)

Et plus généralement toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques et financières, civiles et commerciales, se rattachant à l'objet sus-indiqué ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser, directement ou indirectement, le but poursuivi par la société, son extension ou son développement.

2. La durée de la société, fixée à la constitution sous forme SARL à 99 années à compter de son immatriculation au RCS, inchangée lors de la transformation en SAS, malgré l'erreur matérielle contenue dans les statuts de la société sous sa forme nouvelle, expire le 17 mai 2112.

3. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et expire le 31 décembre de chaque année.

4. La société n'est pas dotée de Commissaires aux comptes.

5. Le capital s'élève actuellement à 10 000 euros. Il est divisé en 100 actions de 100 euros chacune de valeur nominale, toutes de même catégorie et entièrement libérées.

6. La société « **TRAIT D'UNION** » n'a pas émis de parts bénéficiaires ou d'obligations.

7. La société « **TRAIT D'UNION** » déclare qu'elle est imposée à l'impôt sur les sociétés en application de l'article 206-5 du Code général des impôts.

C – Liens entre société absorbée et société absorbante

La société « **INDDIGO** » détient la totalité des actions composant le capital social de la société « **TRAIT D'UNION** ».

La société « **TRAIT D'UNION** » a pour Présidente la société « **INDDIGO** ».

II - MOTIFS ET BUTS DE LA FUSION

Les motifs et buts qui ont incité le Conseil d'Administration de la société « **INDDIGO** » à envisager la fusion entre ladite Société et sa filiale à 100 % « **TRAIT D'UNION** » peuvent s'analyser ainsi qu'il suit :

Les deux structures collaborant depuis plusieurs années, essentiellement dans le cadre des activités de TAM, « **INDDIGO** » a élaboré un projet consistant à développer les synergies par un recours plus fort aux compétences réciproques, savoir :

. « **TRAIT D'UNION** » :

- aménagements extérieurs dans les projets tertiaires de MOE dont « **INDDIGO** » assure la partie CVC

- aménagements urbains liés à la mobilité dans son volet MOE qu'« **INDDIGO** » n'exerce pas (pistes cyclables, voies vertes, PEM...)

- la concertation dans les projets urbains

. « **INDDIGO** » :

Plus systématiquement : biodiversité, environnement, aménagement portuaire et fluvial

A cet effet, il a été procédé dans un premier temps à un rapprochement capitalistique fin 2022 avec le rachat par « **INDDIGO** » de la totalité des titres composant le capital social de la société « **TRAIT D'UNION** ».

La fusion vise à poursuivre ce projet en renforçant les synergies existantes et en simplifiant la gestion en regroupant les activités des deux sociétés au sein d'une seule entité. Elle constitue donc une opération de restructuration interne destinée à permettre une simplification des structures actuelles. Elle se traduira également par un allègement significatif des coûts de gestion administrative du groupe et assurera la cohérence de l'organisation opérationnelle avec l'organisation juridique du groupe, ainsi qu'une cohérence sociale entre les salariés du groupe.

III - DATE D'EFFET DE LA FUSION

Conformément aux dispositions de l'article L 236-4 du Code de commerce, les parties décident que la fusion aura, d'un point de vue juridique, comptable et fiscal, un effet différé au 31 décembre 2023 minuit, date de clôture de l'exercice en cours de la société bénéficiaire.

En conséquence, les opérations réalisées par la société Absorbée jusqu'à la date d'Effet resteront faites pour le compte de cette dernière qui supportera exclusivement les résultats actifs ou passifs de son exploitation.

Conformément aux dispositions de l'article L. 236-3 du Code de commerce, la Société Absorbée transmettra à la Société Absorbante tous les éléments composant son patrimoine, dans l'état où ledit patrimoine se trouvera à la Date d'Effet de la fusion.

IV - MÉTHODES D'ÉVALUATION

Conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) n° 2019-06 du 8 novembre 2019 (PCG art. 710-1 et 720-1), s'agissant d'une opération de restructuration interne impliquant des sociétés sous contrôle commun, les éléments d'actif et de passif de la Société absorbée sont apportés à la valeur nette comptable.

V - COMPTES SERVANT DE BASE À LA FUSION

Ainsi que cela a été stipulé ci-avant, les parties sont convenues de donner à la fusion un effet juridique, comptable et fiscal différé au 31 décembre 2023 minuit ; en conséquence, la valeur nette comptable des éléments d'actif et de passif apportés par la société absorbée n'est à ce jour pas encore connue.

Le présent traité doit toutefois indiquer les valeurs estimées de l'apport à cette date du 31 décembre 2023 minuit.

Aussi, pour établir les bases, à **titre provisoire**, et les conditions de cette fusion, les parties ont décidé :

1. d'utiliser les comptes de leur dernier exercice clos, à savoir ceux arrêtés à la date du 31 décembre 2022 (Annexe 1), sous réserve de ce qui suit : un complément de prix ayant été versé sur 2023, pour l'acquisition par « **INDDIGO** » de la totalité des titres « **TRAIT D'UNION** », c'est le prix réellement versé, soit 278 038 euros, et non le prix provisoire de 200 000 euros figurant au bilan au 31 décembre 2022 de la société « **INDDIGO** », qui sera retenu pour le calcul de la différence entre l'actif net transféré par la société « **TRAIT D'UNION** » et la valeur nette comptable des actions de ladite société détenues par la société « **INDDIGO** ».

Il est précisé qu'en ce qui concerne la société « **INDDIGO** », les comptes 31 décembre 2022 ont été certifiés par le commissaire aux comptes de ladite société, et approuvés par l'assemblée Générale du 27 juin 2023 ; en ce qui concerne la société Absorbée, les comptes 31 décembre 2022 ont été approuvés par décisions de l'Associée unique du 28 juin 2023.

2. de se dispenser expressément de la situation intermédiaire visée à l'article R 236-4 du Code de commerce.

Il a en effet été considéré que quelles que soient les bases provisoires, celles-ci seront sans incidence sur la consistance effective et la valeur comptable des actifs et des passifs transférés, qui seront dévolus à la société Absorbante dans l'état où ils se trouveront à la date de réalisation juridique, comptable et fiscale définitive de la fusion ; la seule incidence sera le montant définitif du boni ou du mali de fusion. Or, les parties déclarent vouloir procéder à la fusion, quel que soit le résultat de l'opération, boni ou mali, et quelle qu'en soit l'importance.

VI - COMITÉ SOCIAL ET ÉCONOMIQUE

Le comité social et économique de la société INDDIGO a été consulté le 26 octobre 2023 sur l'opération de fusion. A ce jour, il ne s'est pas encore prononcé.

CECI EXPOSÉ, LES PARTIES ONT ÉTABLI DE LA MANIÈRE SUIVANTE LE PROJET DE LEUR FUSION

CHAPITRE II : APPORT-FUSION

I - DISPOSITIONS PRÉALABLES

La société « **TRAIT D'UNION** » apporte, sous les garanties ordinaires de fait et droit en la matière, et sous les conditions suspensives ci-après exprimées, à la société « **INDDIGO** », l'ensemble des biens, droits et obligations, actifs et passifs, sans exception ni réserve, qui constitueront son patrimoine à la date de réalisation de la présente fusion, soit au 31 décembre 2023 minuit.

Il est précisé que l'énumération ci-après n'a qu'un caractère indicatif et non limitatif, le patrimoine de la société « **TRAIT D'UNION** » devant être dévolu à la société « **INDDIGO** » dans l'état où il se trouvera à la date de réalisation définitive de l'opération, soit au 31 décembre 2023 minuit.

La comptabilisation dans les comptes de la société « **INDDIGO** » des actifs apportés s'effectuera par la reprise, à l'identique, des valeurs brutes, des amortissements et des provisions pour dépréciation afférents à ces actifs figurant dans les comptes de la société absorbée au 31 décembre 2023 minuit, conformément aux articles 710-1 et 720-1 du Plan Comptable Général.

II - APPORT DE LA SOCIÉTÉ « TRAIT D'UNION »

A) Désignation et estimation provisoire de l'actif apporté

1. Actif Immobilisé estimé

Immobilisations incorporelles

| | Valeur brute | Amortissements Provisions | Valeur estimée d'apport au 31/12/2023 minuit |
|---|--------------|------------------------------|--|
| Concessions, brevets, logiciels, droits et valeurs similaires | 11 540 euros | 11 540 euros | 0 euros |
| Fonds commercial | 51 949 euros | Néant | 51 949 euros |
| Autres immobilisations incorporelles | Néant | | |

Total des immobilisations incorporelles estimées : 51 949 euros

Immobilisations corporelles

| | Valeur brute | Amortissements Provisions | Valeur estimée d'apport au 31/12/2023 minuit |
|---|--------------|------------------------------|--|
| Terrains | Néant | | |
| Constructions | Néant | | |
| Installations techniques, Matériel et Outillage | Néant | | |
| Autres immobilisations corporelles | 71 128 euros | 56 281 euros | 14 847 euros |

Total des immobilisations corporelles estimées : 14 847 euros

Immobilisations financières

| | Valeur brute | Amortissements Provisions | Valeur estimée d'apport au 31/12/2023 minuit |
|--|--------------|------------------------------|--|
| Participations | Néant | | |
| Créances rattachées à des participations | Néant | | |
| Titres immobilisés de l'activité de portefeuille | Néant | | |
| Autres titres immobilisés | Néant | | |
| Prêts | Néant | | |
| Autres immobilisations financières | 60 euros | Néant | 60 euros |

Total des immobilisations financières estimées : 60 euros

2. Actif non immobilisé estimé

| | Valeur brute | Amortissements Provisions | Valeur estimée d'apport au 31/12/2023 minuit |
|--|---------------|------------------------------|--|
| Stocks | 166 701 euros | Néant | 166 701 euros |
| Avances et acomptes versés sur commandes | Néant | | |
| Créances clients | 269 711 euros | 16 403 euros | 253 308 euros |
| Autres créances | 42 162 euros | Néant | 42 162 euros |
| Valeurs mobilières de placement | Néant | | |
| Disponibilités | 997 euros | Néant | 997 euros |
| Charges constatées d'avance | Néant | | |

Total de l'actif non immobilisé : 463 168 euros

Total des éléments d'actifs estimés au 31 décembre 2023 minuit, apportés à leur valeur comptable conformément aux règles comptables (PCG article 710-1 et 720-1)

| | |
|-----------------------------------|----------------------|
| - Immobilisations incorporelles : | 51 949 euros |
| - Immobilisations corporelles : | 14 847 euros |
| - Immobilisations financières : | 60 euros |
| - Actif non immobilisé : | <u>463 168 euros</u> |
| TOTAL ESTIME: | 530 024 euros |

D'une manière générale, l'apport à titre de fusion par la société « **TRAIT D'UNION** » à la société « **INDDIGO** » comprendra l'ensemble des biens et droits ci-dessus désignés, ceux qui en sont la représentation à ce jour, comme aussi au jour de la réalisation définitive de l'apport-fusion, sans aucune exception ni réserve, étant précisé que l'énumération ci-dessus n'a qu'un caractère indicatif et non limitatif, le patrimoine de la société « **TRAIT D'UNION** » devant être dévolu à la société « **INDDIGO** » dans l'état où il se trouvera à la date de réalisation définitive de l'opération.

B) Passif pris en charge estimé

La société Absorbante prendra en charge et acquittera au lieu et place de la société Absorbée la totalité du passif de cette dernière, tel qu'il existera au 31 décembre 2023 minuit.

Pour l'estimation de ce montant, il sera référé à celui existant au 31 décembre 2022.

Il est précisé, en tant que de besoin, que la stipulation ci-dessus ne constitue pas une reconnaissance de dette au profit de prétendus créanciers, lesquels sont au contraire tenus d'établir leurs droits et de justifier de leurs titres.

Sous réserve des justifications prévues à l'alinéa qui précède, le passif de la société absorbée, estimé au 31 décembre 2023 minuit, reprend celui au 31 décembre 2022, et ressort ainsi à :

| | |
|---|----------------------|
| - Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit : | 137 258 euros |
| - Emprunts et dettes financières : | néant |
| - Avances et acomptes reçus sur commandes en cours : | 1 620 euros |
| - Dettes fournisseurs et comptes rattachés : | 52 710 euros |
| - Dettes fiscales et sociales : | 244 536 euros |
| - Dettes sur immobilisations et comptes rattachés : | néant |
| - Autres dettes | 54 497 euros |
| - Comptes de régularisation du passif : | néant |
| | ----- |
| Total du passif estimé de la société absorbée au 31 décembre 2023 minuit | 490 621 euros |

Les représentants de la Société Absorbée certifient :

- que le chiffre total ci-dessus mentionné du passif de la société au 31 décembre 2022 et le détail de ce passif, sont exacts et sincères,
- qu'il n'existait, dans la société Absorbée, à la date susvisée du 31 décembre 2022 ainsi qu'à ce jour, aucun passif non comptabilisé ou engagement hors bilan,
- plus spécialement que la société Absorbée est en règle à l'égard de ses obligations fiscales et envers les organismes de sécurité sociale, d'allocations familiales, de prévoyance et de retraites,

- et que toutes les déclarations requises par les lois et règlements en vigueur ont été faites régulièrement en temps utile.

C) Actif net apporté estimé

Les éléments d'actifs étant estimés à 530 024 euros et le passif pris en charge estimé à 490 621 euros, l'actif net apporté par la société « **TRAIT D'UNION** » à la société « **INDDIGO** » ressort donc provisoirement à 39 403 euros.

1. Origine de propriété

Le fonds de commerce transmis dans le cadre de la présente fusion appartient à la société « **TRAIT D'UNION** » :

- pour l'avoir créé en date du 11 avril 2013 et développé depuis lors
- pour avoir acquis avec jouissance au 1^{er} janvier 2016, une branche d'activité de « bureau d'étude d'architectes paysagistes ; conception de projets, dessins et graphiques en matière d'urbanisme et architecture paysagère, notamment sur ordinateur, pour l'aménagement d'espaces verts publics ou privés, de pistes cyclables, de zones d'activités... » auprès de la société ATELIER VINCENT MOINEAU (529 916 868 RCS LYON), moyennant le prix de 50 000 euros.

2. Enonciation du bail

La Société « **TRAIT D'UNION** » exploite son fonds de commerce dans des locaux sis à CALUIRE ET CUIRE (69300), 68 Grande rue de Saint Clair, en vertu d'un bail commercial conclu le 14 janvier 2022 avec la SCI ESPERLUETTE (903 509 255 RCS LYON) pour les locaux dont la désignation suit :

. Plateau de bureaux de 160 m2 aménagé sur deux niveaux, accessible de plain-pied depuis la cour intérieure

Ce bail a été conclu pour une durée de neuf (9) années entières et consécutives ayant commencé à courir à compter du 1^{er} février 2022 pour se terminer le 31 janvier 2031, moyennant un loyer mensuel hors taxes et hors charges de 3 650 euros, payable trimestriellement le 5 de chaque trimestre soumis à indexation au 1^{er} février de chaque année en fonction de la variation de l'indice national des loyers commerciaux.

D) Etat définitif des actifs et passifs

L'état définitif des actifs et passifs, et de l'actif net transmis, seront arrêtés par les sociétés participantes, dans un acte complémentaire au présent projet, au vu de la situation comptable de la société Absorbée à établir à la date de réalisation juridique définitive de la fusion, soit le 31 décembre 2023 minuit.

Cet état définitif devra être arrêté au plus tard dans les quatre mois de la réalisation juridique définitive de la fusion.

III - RÉMUNÉRATION DE L'APPORT-FUSION

A. Absence de rapport d'échange et d'augmentation de capital

Conformément aux dispositions de l'article L. 236-3, II du Code de commerce, et dès lors que la société « **INDDIGO** » détient à ce jour la totalité des actions représentant l'intégralité du capital de la société « **TRAIT D'UNION** » et qu'elle s'engage à les conserver jusqu'à la date de réalisation définitive de la fusion, il ne pourra pas être procédé à l'échange des actions de la société « **TRAIT D'UNION** » contre des actions de la société « **INDDIGO** ».

L'apport-fusion ne sera pas rémunéré par l'émission de nouvelles actions de la société « **INDDIGO** » et ne donnera lieu à aucune augmentation de son capital ni à aucune détermination d'un rapport d'échange.

B. Mali de fusion provisoire

Ainsi qu'il a été dit ci-dessus, l'actif net apporté par la société « **TRAIT D'UNION** » à la société « **INDDIGO** » s'élève donc provisoirement à 39 403 euros.

La différence entre l'actif net transféré par la société « **TRAIT D'UNION** », qui est fixé provisoirement à 39 403 euros, et la valeur nette comptable des actions de ladite société détenues par la société « **INDDIGO** », telle qu'inscrite à l'actif du bilan de la société **INDDIGO**, qui s'élève à 278 038 euros représente un mali de fusion d'un montant de 238 636 euros.

Conformément aux dispositions de l'article 745-4 du PCG, il est rappelé que le mali de fusion dégagé lors d'une opération de fusion peut être décomposé en deux éléments :

- Le mali technique proprement dit, qui correspond, à hauteur de la participation antérieurement détenue, aux plus-values latentes sur éléments d'actif comptabilisés ou non dans les comptes de l'absorbée déduction faite des passifs non comptabilisés dans les comptes de l'entité absorbée en l'absence d'obligation comptable.

Le calcul de ce mali technique impose donc aux Sociétés de déterminer les valeurs réelles des apports, alors même que ces derniers seront retranscrits à leur valeur comptable ainsi qu'il a été dit ci-avant.

- Au-delà du mali technique, l'éventuelle dépréciation ou l'éventuel complément de dépréciation de la participation détenue dans l'entité absorbée, nécessaire au moment de la fusion.

Conformément aux dispositions des articles 745-4 et suivants du PCG, le vrai mali est comptabilisé en charge alors que le mali technique est comptabilisé à l'actif du bilan de la société Absorbante en fonction des différentes natures d'actif sous-jacents auquel il est affecté.

C. Ajustements

Etant rappelé que :

- l'apport à titre de fusion par la société « **TRAIT D'UNION** » à la société « **INDDIGO** » prendra effet juridiquement, comptablement et fiscalement au 31 décembre 2023 minuit,

- qu'il entraînera transmission à la société Absorbante des actifs et des passifs de la société Absorbée dans l'état où ils se trouveront à cette date du 31 décembre 2023 minuit, au vu de la valeur comptable définitive des éléments d'actif et de passif de la société Absorbée telle qu'elle résultera de l'état définitif visé à l'article D du II du Chapitre II des présentes,

le montant définitif du mali de fusion sera déterminé par application du mécanisme d'ajustement prévu ci-dessous au montant provisoire du mali de fusion :

- Dans l'hypothèse où la valeur nette comptable définitive des actifs et passifs de la société Absorbée serait inférieure à la valeur estimée, la valeur absolue du montant provisoire du mali de fusion sera augmentée d'un montant égal à la différence entre l'actif net provisoire et l'actif net définitif

- Dans l'hypothèse où la valeur nette comptable définitive des actifs et passifs de la société Absorbée serait supérieure à la valeur estimée :

. la différence entre l'actif net provisoire et l'actif net définitif s'imputera d'abord sur la valeur absolue du montant provisoire du mali de fusion

. le solde éventuel constituera un boni de fusion

Le mali de fusion sera comptabilisé ainsi qu'il a été dit au B ci-avant, après détermination par les parties des valeurs réelles au 31 décembre 2023 minuit, alors même que les apports seront retranscrits à leur valeur comptable dans les comptes de l'Absorbante.

Si les ajustements faisaient apparaître un boni de fusion, celui-ci sera comptabilisé conformément aux dispositions de l'article 745-2 du PCG, à savoir dans le résultat financier à hauteur de la quote-part des résultats accumulés par la société Absorbée depuis l'acquisition par l'Absorbante et non distribués, et dans les capitaux propres pour le montant résiduel ou si les résultats accumulés ne peuvent être déterminés de manière fiable.

IV - PROPRIÉTÉ ET JOUISSANCE

La société « **INDDIGO** » sera propriétaire et entrera en possession des biens et droits apportés, à titre de fusion, à compter du jour de la réalisation définitive de ladite fusion, soit le 31 décembre 2023 minuit.

Le représentant de la société « **TRAIT D'UNION** » déclare qu'il continuera de gérer ladite société selon les mêmes principes, règles et conditions que précédemment, mais s'engage à demander l'accord préalable de la société « **INDDIGO** » pour tout engagement important susceptible d'affecter les biens et droits apportés.

D'une manière générale, la société absorbante sera subrogée purement et simplement, dans tous les droits, actions, obligations et engagements divers de la société absorbée, dans la mesure où ces droits, actions, obligations et engagements se rapportent aux biens faisant l'objet du présent apport.

Les représentants des sociétés absorbée et absorbante déclarent que, conformément aux dispositions de l'article L. 236-11 du Code de commerce, il n'y a pas lieu à approbation de la fusion par les associés desdites sociétés. Toutefois, et de convention expresse, il a été convenu de soumettre le projet de fusion à l'approbation des associés de la société absorbante, réunis en Assemblée Générale.

Les associés de la société Absorbante seront donc consultés en Assemblée dans les formes et délais statutaires afin de se prononcer au plus tard le 31 décembre 2023 sur l'approbation de la fusion.

En conséquence, les Parties conviennent que la fusion, objet des présentes sera réalisée à la date du 31 décembre 2023 minuit qui sera la Date de Réalisation de la fusion ainsi que la date d'effet comptable et fiscal, sous réserve que :

- la publicité prescrite par l'article R. 236-2 alinéa 2 du Code de commerce ait été réalisée trente (30) jours au moins avant cette date,
- les associés de la société Absorbante aient régulièrement approuvé lors de l'Assemblée Générale l'opération de la fusion.

CHAPITRE III : CHARGES ET CONDITIONS

Les biens apportés sont libres de toutes charges et conditions autres que celles ici rappelées :

I - ENONCÉ DES CHARGES ET CONDITIONS

A/ La société « **INDDIGO** » prendra les biens et droits apportés par la société absorbée, et notamment le fonds de commerce avec tous les éléments corporels et incorporels en dépendant, en ce compris notamment les objets mobiliers et le matériel, dans l'état où ils se trouveront à la date de réalisation de la fusion, sans pouvoir exercer aucun recours contre la société « **TRAIT D'UNION** » pour quelque cause que ce soit et notamment pour usure ou mauvais état des installations, du mobilier et des matériels ou outillages apportés, erreur dans la désignation et la contenance des biens, quelle qu'en soit l'importance.

B/ Ainsi qu'il a déjà été dit, les apports de la société absorbée sont consentis et acceptés moyennant la charge pour la société absorbante de payer l'intégralité du passif de la société absorbée, tel qu'il existera au jour de la réalisation définitive de la fusion projetée, dans les termes et conditions où il est et deviendra exigible, de payer tous intérêts et d'exécuter toutes les conditions d'actes ou titres de créance pouvant exister, sauf à obtenir, de tous créanciers, tous accords modificatifs de ces termes et conditions.

Il est précisé ici que le montant ci-dessus indiqué du passif de la société « **TRAIT D'UNION** » à la date du 31 décembre 2022, donné à titre purement indicatif, ne constitue pas une reconnaissance de dettes au profit de prétendus créanciers qui seront tenus, dans tous les cas, d'établir leurs droits et de justifier de leurs titres.

Enfin, la société « **INDDIGO** » prendra à sa charge les passifs qui n'auraient pas été comptabilisés et transmis en vertu du présent acte, ainsi que les passifs, ayant une cause antérieure au 31 décembre 2023 minuit, mais qui ne se révéleraient qu'après la réalisation définitive de la fusion.

II - AUTRES CHARGES ET CONDITIONS

L'absorption est, en outre, faite sous les autres charges et conditions d'usage et de droit en pareille matière, et notamment sous celles suivantes, que le représentant de la société absorbante oblige celle-ci à accomplir et exécuter, savoir :

A/ La société absorbante aura tous pouvoirs, dès la réalisation de la fusion, notamment pour intenter ou défendre à toutes actions judiciaires en cours ou nouvelles, au lieu et place de la société absorbée et relatives aux biens apportés, pour donner tous acquiescements à toutes décisions, pour recevoir ou payer toutes sommes dues en suite des sentences ou transactions.

B/ La société absorbante sera subrogée purement et simplement dans tous les droits, actions, hypothèques, privilèges et inscriptions qui peuvent être attachés aux créances de la société absorbée.

C/ La société « **INDDIGO** » supportera et acquittera, à compter du jour de la réalisation de la fusion, les impôts et taxes, contributions, primes et cotisations d'assurances, redevances d'abonnement, ainsi que toutes charges quelconques, ordinaires ou extraordinaires, grevant ou pouvant grever les biens et droits apportés et celles qui sont ou seront inhérentes à l'exploitation ou à la propriété des biens apportés.

D/ La société « **INDDIGO** » exécutera, à compter du jour de la réalisation de la fusion, tous traités, marchés et conventions intervenus avec des tiers et avec le personnel, relativement à l'exploitation des biens et droits apportés, toutes assurances contre l'incendie, les accidents et autres risques, et tous abonnements quelconques, et sera subrogée dans tous les droits et obligations en résultant, à ses risques et périls, sans recours contre la société absorbée. Elle exécutera, notamment, comme la société absorbée aurait été tenue de le faire elle-même, toutes les clauses et conditions jusqu'alors mises à la charge de la société « **TRAIT D'UNION** ».

E/ Elle se conformera aux lois, décrets, arrêtés, règlements et usages concernant les exploitations de la nature de celle dont font partie les biens et droits apportés et fera son affaire personnelle de toutes autorisations qui pourraient être nécessaires, le tout à ses risques et périls.

F/ La société « **INDDIGO** » sera subrogée, à compter de la date de la réalisation définitive de la fusion dans le bénéfice et la charge de tous contrats, traités, conventions, marchés de toute nature liant valablement la société absorbée à tout tiers pour l'exploitation de son activité ainsi que dans le bénéfice ou la charge de toutes autorisations administratives qui auraient été consenties à la société « **TRAIT D'UNION** ».

Elle fera son affaire personnelle de l'obtention de l'agrément par tous tiers à cette subrogation, la société « **TRAIT D'UNION** » s'engageant, pour sa part, à entreprendre, chaque fois que cela sera nécessaire, les démarches en vue du transfert de ces contrats.

G/ La société Absorbante aura seule droit aux dividendes et autres revenus échus sur les valeurs mobilières et droits sociaux à elle apportés et fera son affaire personnelle, après réalisation définitive de la fusion, de la mutation à son nom de ces valeurs mobilières et droits sociaux.

H/ Conformément à l'article L. 1224-1 du Code du travail, tous les contrats de travail en cours au jour de la réalisation définitive de la fusion entre la société « **TRAIT D'UNION** », seront transférés par l'effet de la loi à la société « **INDDIGO** » qui en assumera toutes les conséquences ; ils se poursuivront donc avec ladite société « **INDDIGO** » qui se substituera à la société « **TRAIT D'UNION** » du seul fait de la réalisation de la présente fusion.

La société « **INDDIGO** » sera donc substituée à la société absorbée en ce qui concerne toutes retraites, comme tous compléments de retraites susceptibles d'être dus, ainsi que tous avantages et autres charges en nature ou en espèces, y compris les congés payés, ainsi que toutes charges sociales et fiscales y afférentes.

I/ Au cas où il serait fait des oppositions par des créanciers, conformément aux articles L.236-15 et R.236-11 du Code de Commerce, la société absorbante devra faire son affaire d'obtenir la mainlevée de ces oppositions.

III - ENGAGEMENTS DE LA SOCIÉTÉ ABSORBÉE

Les apports à titre de fusion sont faits sous les garanties, charges et conditions ordinaires et de droit, et, en outre, sous celles qui figurent dans le présent acte.

A ce titre, la société « **TRAIT D'UNION** » prend notamment les engagements ci-après :

A/ La société absorbée s'oblige jusqu'à la date de réalisation de la fusion, à poursuivre l'exploitation de son activité, avec les mêmes principes que par le passé, et à ne rien faire, ni laisser faire qui puisse avoir pour conséquence d'entraîner sa dépréciation.

De plus, jusqu'à la réalisation définitive de la fusion, la société « **TRAIT D'UNION** » s'oblige à n'effectuer aucun acte de disposition du patrimoine social de ladite société sur des biens, objets du présent apport, en dehors des opérations sociales courantes, sans accord de la société absorbante, et à ne contracter aucun emprunt exceptionnel sans le même accord, de manière à ne pas affecter les valeurs conventionnelles de l'apport sur le fondement desquelles ont été établies les bases financières de l'opération projetée.

B/ Elle s'oblige à fournir à la société « **INDDIGO** », tous les renseignements dont cette dernière pourrait avoir besoin, à lui donner toutes signatures et à lui apporter tous concours utiles pour lui assurer vis-à-vis de quiconque la transmission des biens et droits compris dans les apports et l'entier effet des présentes conventions.

Elle devra, notamment, à première réquisition de la société « **INDDIGO** », faire établir tous actes complémentaires, réitératifs ou confirmatifs des présents apports et fournir toutes justifications et signatures qui pourraient être nécessaires ultérieurement.

C/ Au cas où la transmission de certains contrats ou de certains biens serait subordonnée à l'accord ou à l'agrément d'un cocontractant ou d'un tiers quelconque, le représentant de la société « **TRAIT D'UNION** » sollicitera en temps utile les accords ou décisions d'agrément nécessaires, et en justifiera à la société « **INDDIGO** » dans les meilleurs délais avant la réalisation de la fusion.

Le représentant de la société absorbée oblige cette dernière à faire tout ce qui sera nécessaire pour permettre à la société absorbante d'obtenir le transfert à son profit et le maintien aux mêmes conditions, après réalisation définitive de la fusion, des prêts accordés à la société Absorbée.

D/ La société « **TRAIT D'UNION** » s'oblige à remettre et à livrer à la société « **INDDIGO** » aussitôt après la réalisation définitive des présents apports, tous les biens et droits ci-dessus apportés, ainsi que tous titres et documents de toute nature s'y rapportant.

CHAPITRE IV : DATE DE RÉALISATION DE LA FUSION **CONDITIONS SUSPENSIVES**

En application des dispositions de l'article L. 236-11 du Code de commerce, il n'y a pas lieu à approbation de la fusion par les associés de la société « **INDDIGO** », ni par l'associée unique de la société « **TRAIT D'UNION** ».

Toutefois, les parties ont décidé de soumettre l'approbation de la fusion à la collectivité des associés de la société « **INDDIGO** ».

En conséquence, la présente fusion est soumise à la condition suspensive suivante :

- Approbation par décision collective des associés de la société « **INDDIGO** » de la fusion par voie d'absorption de la société « **TRAIT D'UNION** »

Si la fusion est approuvée par décision collective des associés de la société absorbante, la réalisation de cette condition suspensive sera suffisamment établie, vis-à-vis de quiconque, par la remise de copies ou d'extraits certifiés conformes du procès-verbal des délibérations de l'Assemblée Générale.

La constatation matérielle de la réalisation définitive de la présente fusion pourra avoir lieu par tous autres moyens appropriés.

L'opération de fusion objet des présentes sera effective et deviendra définitive à l'issue de la décision collective des associés de la société absorbante. La date à laquelle la fusion sera définitivement réalisée s'entend, dans les présentes, de la "date de réalisation de la fusion".

Faute de réalisation de la condition ci-dessus, le 31 décembre 2023 minuit au plus tard, les présentes seront, sauf prorogation de ce délai d'un commun accord entre les parties, considérées comme caduques, sans qu'il soit besoin d'accomplir aucune formalité de quelque nature que ce soit et sans indemnité d'aucune part.

La société « **TRAIT D'UNION** » se trouvera dissoute de plein droit par le seul fait et à compter du jour de la réalisation définitive de la fusion.

Il ne sera procédé à aucune opération de liquidation du fait de la transmission à la société « **INDDIGO** » de la totalité de l'actif et du passif de la société « **TRAIT D'UNION** ».

CHAPITRE V : DÉCLARATIONS GÉNÉRALES

I - DÉCLARATIONS GÉNÉRALES DE LA SOCIÉTÉ ABSORBÉE

Les représentants de la société absorbée déclarent :

- Que la société « **TRAIT D'UNION** » n'est pas et n'a jamais été en état de cessation des paiements, en situation de redressement ou de liquidation judiciaires, ne fait l'objet d'aucune procédure de sauvegarde et qu'elle a, de manière générale, la pleine capacité de disposer de ses droits et biens ;
- Qu'elle n'est actuellement, ni susceptible d'être ultérieurement, l'objet d'aucune poursuite pouvant entraver ou interdire l'exercice de son activité ;
- Qu'elle a obtenu toutes les autorisations contractuelles, administratives ou autres qui pourraient être nécessaires pour assurer valablement la transmission des biens apportés, y compris le consentement des bailleurs de locaux loués si celui-ci s'avérait nécessaire ;
- Que les créances et valeurs mobilières apportées, notamment les titres de participation, sont et seront de libre disposition ; qu'elles ne sont grevées d'aucun nantissement ; que les procédures d'agrément préalable auxquelles pourrait être subordonnée leur transmission à la société « **INDDIGO** » ont été régulièrement entreprises ;
- Qu'elle est propriétaire de son fonds de commerce pour l'avoir créé et pour avoir acquis une branche d'activité ainsi qu'il a été indiqué ci-avant ;
- Qu'elle n'a contracté avec un tiers quelconque aucune interdiction de fabrication ou de commerce, sous quelque forme que ce soit, ni aucune clause de non-concurrence.
- Que son patrimoine n'est menacé d'aucune confiscation ou d'aucune mesure d'expropriation ;
- Qu'il n'existe aucun engagement financier ou autre, de nature à modifier les valeurs retenues de manière provisoire pour la présente fusion.
- Que les éléments de l'actif apporté, au titre de la fusion, notamment les divers éléments corporels ou incorporels composant le fonds de commerce compris dans les apports, ne sont grevés d'aucune inscription de privilège de vendeur, hypothèque, nantissement, warrant, ou gage quelconque autres que ceux énumérés en annexe (Annexe 2), et que lesdits éléments sont de libre disposition entre les mains de la société absorbée, sous réserve de l'accomplissement des formalités nécessaires pour la régularité de leur mutation ;
- Qu'elle ne détient aucun immeuble ni droit immobilier ;
- Que depuis le 31 décembre 2022, date d'arrêté des comptes retenus pour la détermination des valeurs estimées de l'apport, il n'a été :
 - fait aucune opération autre que les opérations de gestion courante,
 - pris aucune disposition de nature à entraîner une réalisation d'actif,
 - procédé à aucune création de passif en dehors du passif commercial courant.

- Que tous les livres de comptabilité qui se réfèrent auxdites années ont fait l'objet d'un inventaire par les parties qui les ont visés ;

- Que la société « **TRAIT D'UNION** » s'oblige à remettre et à livrer à la société « **INDDIGO** », aussitôt après la réalisation définitive de la présente fusion, les livres, documents et pièces comptables inventoriés ;

II - DÉCLARATIONS GÉNÉRALES DE LA SOCIÉTÉ ABSORBANTE

Le représentant de la société absorbante déclare :

- Que la société « **INDDIGO** » n'est pas et n'a jamais été en état de cessation des paiements, en situation de redressement ou de liquidation judiciaires, ne fait l'objet d'aucune procédure de sauvegarde et qu'elle a, de manière générale, la pleine capacité de disposer de ses droits et biens ;

- Qu'elle a la capacité et a obtenu les autorisations nécessaires de ses organes sociaux compétents pour signer et exécuter le présent traité de fusion ;

- Qu'elle a la capacité et remplit les conditions légales pour exercer l'ensemble des activités de la société absorbée.

CHAPITRE VI : DÉCLARATIONS FISCALES ET SOCIALES

I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les représentants des deux sociétés soussignées obligent celles-ci à se conformer à toutes dispositions légales en vigueur en ce qui concerne les déclarations à faire pour le paiement de l'impôt sur les sociétés et de toutes autres impositions et taxes résultant de la réalisation définitive de la présente fusion, dans le cadre de ce qui sera dit ci-après.

II - DROITS D'ENREGISTREMENT

Le présent projet est exonéré de droits d'enregistrement en application du décret n° 2020-623 du 22 mai 2020 relatif à l'application du régime spécial des fusions, scissions et apports partiels d'actif aux opérations entre certaines sociétés liées.

III - IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

Les représentants des sociétés absorbée et absorbante rappellent que la société « **INDDIGO** » détient la totalité des actions représentant la totalité du capital de la société absorbée et que la fusion constitue une opération de restructuration interne. Les apports seront transcrits chez l'absorbante à la valeur comptable figurant dans les écritures de la société absorbée à la date du 31 décembre 2023 minuit, conformément aux articles 710-1 et 720-1 du Plan Comptable Général.

Les sociétés « **TRAIT D'UNION** » et « **INDDIGO** » sont deux personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés en France. Les soussignés, ès-qualités, déclarent soumettre la présente fusion au régime fiscal de faveur prévu à l'article 210 A du Code général des impôts.

1. A ce titre, la société « **INDDIGO** » s'engage expressément à respecter l'ensemble des engagements prévus à l'article 210 A du CGI, et notamment :

a) La présente fusion retenant les valeurs comptables au 31 décembre 2023 minuit comme valeur d'apport définitive des éléments de l'actif immobilisé de la société absorbée, la société « **INDDIGO** », société absorbante, conformément aux dispositions publiées dans la documentation administrative BOI-IS-FUS-30-20 n°10, reprendra dans ses comptes annuels les écritures comptables de la société absorbée en faisant ressortir l'éclatement des valeurs nettes comptables entre la valeur d'origine des éléments d'actif immobilisé et les amortissements et provisions pour dépréciation constatés). Elle continuera, en outre, à calculer les dotations aux amortissements pour la valeur d'origine qu'avaient les biens apportés dans les écritures de la société absorbée ;

b) La société absorbante reprendra au passif de son bilan les provisions dont l'imposition est différée chez la société « **TRAIT D'UNION** », société absorbée et qui ne deviennent pas sans objet du fait de l'opération de fusion ; elle reprendra, si elles ont été constatées par la société absorbée, les provisions pour risques afférents aux opérations de crédit constituées au titre des exercices clos avant le 31 décembre 2013, et ainsi que les provisions prévues par la réglementation des entreprises d'assurances et de réassurance (CGI, art. 210 A-3. a.) ;

c) La société absorbante inscrira au passif de son bilan, le cas échéant, la provision pour hausse des prix figurant dans les écritures de la société absorbée et qui était afférente aux éléments transférés, en distinguant le montant des dotations de chaque exercice et rattachera ultérieurement ces dotations à ses bénéfices imposables dans les mêmes conditions qu'auraient dû le faire la société absorbée (CGI, art. 210 A-3. a.) ;

d) La société « **INDDIGO** », société absorbante, reprendra au passif de son bilan, le cas échéant, la réserve spéciale des plus-values à long terme que la société absorbée aura choisi de maintenir à son bilan (CGI, art. 210 A-3. a.) ;

e) La société « **INDDIGO** », société absorbante, reprendra au passif de son bilan, le cas échéant, la réserve spéciale créée par « **TRAIT D'UNION** », société absorbée, pour porter la provision pour fluctuation des cours (CGI, art. 210 A-3. a.) ;

f) La société absorbante se substituera à la société absorbée pour la réintégration des résultats dont la prise en compte avait été différée pour l'imposition de cette dernière (CGI, art. 210 A-3. b.) ;

g) La société absorbante calculera les plus-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables qui lui sont apportées d'après la valeur qu'elles avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la société absorbée (CGI, art. 210 A-3. c.) ;

h) La société absorbante réintègrera dans ses bénéfices soumis à l'impôt sur les sociétés dans les délais et conditions fixés à l'article 210 A-3. d. du Code général des impôts, les plus-values dégagées lors de l'apport des biens amortissables, sans omettre de rattacher au résultat de l'exercice même de cession la fraction non encore taxée des plus-values afférentes à ceux de

ces biens qui auront été cédés avant l'expiration de la période de réintégration. Toutefois, la cession d'un des biens amortissables apportés entraîne l'imposition immédiate de la fraction de la plus-value afférente à ce bien qui n'a pas encore été réintégrée. En contrepartie, les amortissements et les plus-values ultérieurs afférents aux éléments amortissables sont calculés d'après la valeur qui leur a été attribuée lors de l'apport (CGI, art. 210 A-3. d.) ;

i) La société absorbante inscrira à son bilan les éléments autres que les immobilisations pour la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la Société absorbée ou, à défaut, comprendra dans ses résultats de l'exercice de la fusion le profit correspondant à la différence entre la nouvelle valeur de ces éléments et la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la Société absorbée (CGI, art. 210 A-3. e.) ;

2. La société absorbante s'engage par ailleurs à respecter les engagements déclaratifs suivants, pour autant qu'ils trouvent à s'appliquer :

- joindre à sa déclaration annuelle de résultat au titre de l'exercice au cours duquel est réalisée la fusion et, en tant que de besoin, des exercices suivants, un état de suivi des valeurs fiscales visé à l'article 54 septies du Code général des impôts et à l'article 38 quindecies de l'Annexe III du Code général des impôts ;

- tenir, le cas échéant, le registre de suivi des plus-values sur biens non amortissables et dont l'imposition a été reportée, prévu à l'article 54 septies, II du Code général des impôts.

La société absorbée établira dans un délai de quarante-cinq jours suivant la date de réalisation de la fusion, une déclaration de cessation d'activité prévue à l'article 201 du Code général des impôts.

IV - TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

1. Les soussignés constatent que la présente opération de fusion constitue la transmission sous forme d'apport à une société d'une universalité totale de biens au sens de l'article 257 bis du Code général des impôts. En conséquence, sont dispensés de TVA les apports de marchandises, de biens mobiliers corporels et incorporels d'investissement, d'immeubles et de terrains à bâtir.

Les sociétés « **TRAIT D'UNION** » et « **INDDIGO** » déclareront le montant total hors taxe des actifs transmis sur la ligne "Autres opérations non-imposables" de la déclaration de TVA souscrite au titre de la période au cours de laquelle la fusion est réalisée.

Conformément à l'article 257 bis précité, la société absorbante continuera la personne de la société absorbée et devra, le cas échéant, opérer les régularisations du droit à déduction et les taxations de cessions ou de livraisons à soi-même qui deviendraient exigibles postérieurement à la fusion et qui auraient en principe incombé à la société absorbée si elle avait continué à exploiter.

Conformément à l'exigence définie par l'article 287 5 c du CGI, les Sociétés absorbante et absorbée devront mentionner le montant total hors taxes des livraisons de biens et des prestations de services réalisées dans le cadre de la présente fusion sur la déclaration de TVA

souscrite au titre de la période au cours de laquelle elle sera réalisée. Ce montant sera mentionné sur la ligne « Autres opérations non imposables ».

En outre, la société absorbante continuera la personne de la société absorbée et devra, si elle réalise des opérations dont la base d'imposition est assise sur la marge en application du e du 1 de l'article 266, de l'article 268 ou de l'article 297 A du Code général des impôts, la calculer en retenant au deuxième terme de la différence, le montant qui aurait été celui retenu par la société absorbée si elle avait réalisé l'opération.

2. La société absorbante déclare qu'elle demandera le cas échéant, le remboursement du crédit de taxe déductible dont pourra être titulaire la société absorbée au 31 décembre 2023 minuit, en application de la documentation administrative. BOI-TVA-DED-50-20-20 n°130.

La société « **INDDIGO** » s'engage, si cela s'avère nécessaire, à adresser au Service des impôts dont elle dépend une déclaration en double exemplaire faisant référence au présent traité de fusion, dans laquelle elle indiquera le montant du crédit de TVA qui lui sera transféré.

V - AUTRES TAXES

La société « **INDDIGO** » sera subrogée dans les droits et obligations de la société « **TRAIT D'UNION** » au titre de la déclaration et du paiement de toute taxe, cotisation ou impôt restant éventuellement dus par cette dernière au jour de sa dissolution.

1. Participation des employeurs à la formation professionnelle continue et taxe d'apprentissage

La société absorbante sera subrogée dans tous les droits et obligations de la société absorbée, à la Date d'effet de la fusion en ce qui concerne :

- La taxe d'apprentissage,
- La participation au financement de la formation professionnelle continue,
- La contribution sociale de solidarité des entreprises (art. D. 137-30 à D. 137-37 du Code de la sécurité sociale).

2. Contribution économique territoriale

La CET est constituée par la cotisation foncière des entreprises (CFE) établie dans chacune des communes où l'entreprise exploite un établissement, et par la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) déterminée à partir de la valeur ajoutée produite globalement par l'entreprise.

- CFE : L'année de la fusion, la CFE relative aux établissements apportés par la société absorbée reste due pour l'année entière par cette dernière. La société absorbante supportera la CFE sur ces établissements à compter de l'année suivant la réalisation de la fusion.

- CVAE : La société absorbée reste redevable de la CVAE sur la valeur ajoutée qu'elle a produite depuis l'ouverture de l'exercice en cours à la Date de Réalisation de la fusion jusqu'à cette date. Il en est ainsi même si les parties ont conféré un effet rétroactif à l'opération. Le taux de la CVAE est déterminé en fonction du chiffre d'affaires qu'elle a réalisé au cours de la période considérée, ajusté pour correspondre à une année pleine (CGI, art. 1586 quinquies, II).

La société absorbante doit pour sa part calculer sa valeur ajoutée donnant prise à la CVAE au titre de l'année de la fusion en incorporant celle produite par les établissements transférés depuis la Date de Réalisation de la fusion.

VI - OPÉRATIONS ANTÉRIEURES - SUBROGATION GÉNÉRALE

Le cas échéant, la société absorbante s'engage à reprendre en tant que de besoin, le bénéfice et/ou la charge de tous engagements de nature fiscale relatifs aux éléments d'actifs lui étant transmis dans le cadre de la présente fusion, qui auraient pu être antérieurement souscrits par la société absorbée à l'occasion d'opérations ayant bénéficié d'un régime fiscal de faveur en matière de droits d'enregistrement, d'impôt sur les sociétés ou de taxes sur le chiffre d'affaires, et notamment à l'occasion d'opérations de fusion ou d'apports partiels d'actifs soumises aux dispositions des articles 210 A et 210 B du Code général des impôts.

CHAPITRE VII : DISPOSITIONS DIVERSES

I - FORMALITÉS

La société « **INDDIGO** » remplira, dans les délais légaux, toutes formalités légales de publicité et dépôts légaux relatifs aux apports effectués au titre de la fusion.

Elle fera son affaire personnelle des déclarations et formalités nécessaires auprès de toutes administrations qu'il appartiendra, pour faire mettre à son nom les biens apportés.

Elle remplira, d'une manière générale, toutes formalités nécessaires, en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens et droits mobiliers à elle apportés.

Le cas échéant, elle devra, en ce qui concerne les mutations de valeurs mobilières et droits sociaux qui lui sont apportés, se conformer aux dispositions statutaires des sociétés considérées relatives aux mutations desdites valeurs et droits sociaux.

II - DÉSISTEMENT

Les représentants de la société absorbée déclarent désister purement et simplement celle-ci de tous droits de privilège et d'action résolutoire pouvant profiter à ladite société, sur les biens ci-dessus apportés, pour garantir l'exécution des charges et conditions imposées à la société absorbante, aux termes du présent acte.

En conséquence, ils dispensent expressément de prendre inscription au profit de la société absorbée pour quelque cause que ce soit.

III - REMISE DE TITRES

Il sera remis à la société « **INDDIGO** » lors de la réalisation définitive de la présente fusion, les originaux des actes constitutifs et modificatifs de la société absorbée, ainsi que les livres de comptabilité, les titres de propriété, les attestations relatives aux valeurs mobilières, la

justification de la propriété des parts et tous contrats, archives, pièces ou autres documents relatifs aux biens et droits apportés.

IV - FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires auxquels donne ouverture la fusion, ainsi que tous ceux qui en seront la suite et la conséquence, seront supportés par la société « **INDDIGO** », ainsi que son représentant l'y oblige.

V - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et leurs suites, les parties font élection de domicile en leurs sièges sociaux respectifs tels que figurant en tête des présentes.

VI - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont dès à présent expressément donnés :

- aux soussignés, ès-qualités, représentant les sociétés concernées par la fusion, avec faculté d'agir ensemble ou séparément, à l'effet, s'il y avait lieu, de faire le nécessaire au moyen de tous actes complémentaires ou supplétifs ;
- aux porteurs d'originaux ou d'extraits certifiés conformes des présentes et de toutes pièces constatant la réalisation définitive de la fusion, pour exécuter toutes formalités et faire toutes déclarations, significations, tous dépôts, inscriptions, publications et autres.

VII - AFFIRMATION DE SINCÉRITÉ

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que l'acte exprime l'intégralité de la rémunération de l'apport et reconnaissent être informés des sanctions encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

VIII - DROIT APPLICABLE - RÈGLEMENT DES LITIGES

Le présent traité de fusion et les opérations qu'il décrit sont soumis au droit français.

Tout litige qui pourrait survenir entre les parties relatif à la validité, l'interprétation ou l'exécution, du traité de fusion sera soumis à la compétence exclusive des tribunaux du ressort de la cour d'appel de CHAMBERY.

IX - ANNEXES

Les annexes font partie intégrante du traité de fusion.

X – SIGNATURE ÉLECTRONIQUE

En application des articles 1366 et 1367 du Code Civil, les signataires acceptent expressément de signer le présent traité de façon électronique et pour ce faire, utiliser le logiciel de signature électronique édité et mis en œuvre par la société YouSign.

Dûment informés des modalités de cette signature électronique, ils reconnaissent que la signature électronique générée par ce logiciel a la même force probante que la signature manuscrite sur support papier et constituera une preuve légalement recevable de leur intention d'être juridiquement liés par le présent acte.




Dans le cadre de l'exécution des présentes, les signataires reconnaissent et acceptent que leurs données personnelles soient traitées aux fins de l'authentification de leur signature électronique et de la constitution d'un fichier de preuve de sa validité. Lesdites données personnelles seront transférées à YouSign, en tant que sous-traitant des données en charge de la plate-forme de signature électronique. Ces données ne seront pas transférées hors de l'Espace économique européen.

Pour plus de détails concernant le traitement de données personnelles précité et l'exercice de tous les droits afférents, les signataires sont invités à se reporter aux Conditions Générales d'Utilisation qui sont disponibles sur la plateforme YouSign au cours du processus de signature.

Annexes :

1. Comptes clos au 31 décembre 2022 de la société Absorbante et de la société Absorbée
2. Etat des inscriptions

Fait par voie de signature électronique
le 7 novembre 2023

| | |
|--|--|
| <p>Pour la société Absorbante, la société INITIATIVE POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE INGENIERIE ET ORGANISATION – INDDIGO</p> <p><u>Le Président,</u> Bruno LHOSTE</p> <p><i>Bruno LHOSTE</i></p> <p>✓ Certified by  yousign</p> | <p>Pour la société Absorbée, la société TRAIT D'UNION</p> <p><u>Pour la Présidente, la société INITIATIVE POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE INGENIERIE ET ORGANISATION – INDDIGO</u></p> <p>Bruno LHOSTE</p> <p><i>Bruno LHOSTE</i></p> <p>✓ Certified by  yousign</p> <p><u>Le Directeur Général,</u> Sébastien THÉAU</p> <p><i>Sébastien THÉAU</i></p> <p>✓ Certified by  yousign</p> |
|--|--|

Compte de résultat

| | 31/12/2022 | 31/12/2021 | Abx (M) | Abx (M) |
|---|------------|------------|----------|---------|
| Produits d'exploitation (1) | | | | |
| Ventes de marchandises | 917 158 | 728 369 | 188 790 | 25,92 |
| Production vendue (biens) | 917 158 | 728 369 | 188 790 | 25,92 |
| Production vendue (services) | 2 471 | 3 263 | -851 | -26,09 |
| Chiffre d'affaires net | -80 368 | 54 721 | -135 089 | -246,87 |
| Dont à l'exportation et livraisons intracom. | | | | |
| Production stockée | | | | |
| Production immobilisée | 3 960 | | 3 960 | |
| Subventions d'exploitation | 898 | | -1 144 | -56,03 |
| Reprises sur provisions (& amort.), tsf charges | | 2 042 | | |
| Autres produits | | | | |
| Total produits d'exploitation (I) | 841 649 | 785 132 | 56 517 | 1,24 |
| Charges d'exploitation (2) | | | | |
| Achats de marchandises | | | | |
| Variations de stock | | | | |
| Achats matières premières et autres approvis | | | | |
| Variations de stock | 271 352 | 207 840 | 63 512 | 30,56 |
| Autres achats et charges externes (a) | 8 652 | 9 155 | -502 | -5,49 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 456 915 | 423 369 | 33 546 | 7,92 |
| Salaires et traitements | 126 125 | 116 679 | 9 446 | 8,10 |
| Charges sociales | | | | |
| Dotations aux amortissements et dépréciations: | | | | |
| - Sur immobilisations : dotations aux amortiss. | 12 358 | 8 445 | 3 913 | 46,33 |
| - Sur immobilisations : dotations aux dépréciat. | 15 123 | | 15 123 | |
| - Sur actif circulant : dotations aux dépréciat. | | | | |
| - Pour risques et charges : dotations aux provis. | | | | |
| Autres charges | 1 919 | 1 718 | 202 | 11,75 |
| Total charges d'exploitation (II) | 882 445 | 767 206 | 125 230 | 16,32 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II) | -50 797 | 117 926 | -68 723 | -383,36 |
| Quotes-parts de résultat sur opérations | | | | |
| Bénéfice attribué ou perte transférée (III) | | | | |
| Perte supportée ou bénéfice transféré (IV) | | | | |
| Produits financiers | | | | |
| De participation (3) | | | | |
| D'autres valeurs mobilières et créances actif im | | | | |
| Autres intérêts et produits assimilés (3) | | | | |
| Reprises sur provisions et dépréciat et tsf charg | | | | |
| Différences positives de change | | | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mob de pl | | | | |
| Total produits financiers (V) | | | | |
| Charges financières | | | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciat. | | | | |
| Intérêts et charges assimilés (4) | 3 592 | 2 918 | 674 | 23,09 |
| Différences négatives de change | | | | |
| Charges nettes sur cessions valeurs mobilières | | | | |
| Total charges financières (VI) | 3 592 | 2 918 | 674 | 23,09 |
| RESULTAT FINANCIER (V-VI) | -3 592 | -2 918 | -674 | 23,09 |
| RESULTAT COURANT avant impôt | -54 389 | 15 008 | -69 397 | -462,40 |

Compte de résultat (suite)

| | 31/12/2022 | 31/12/2021 | Abx (M) | Abx (M) |
|--|------------|------------|---------|---------|
| Produits exceptionnels | | | | |
| Sur opérations de gestion | 2 820 | | 2 820 | |
| Sur opérations en capital | 46 715 | | 46 715 | |
| Reprises sur provisions et dépréciation et tsf charges | | | | |
| Total produits exceptionnels (VII) | 49 535 | | 49 535 | |
| Charges exceptionnelles | | | | |
| Sur opérations de gestion | 23 694 | 2 675 | 21 019 | 785,71 |
| Sur opérations en capital | 43 414 | | 43 414 | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provis. | | | | |
| Total charges exceptionnelles (VIII) | 67 108 | 2 675 | 64 433 | NS |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII) | -17 573 | -2 675 | -14 898 | 556,91 |
| Participation des salariés aux résultats (IX) | | | | |
| Impôts sur les bénéfices (X) | | 1 084 | -1 084 | -100,00 |
| Total des produits (I+II+V+VII) | 891 184 | 785 132 | 106 052 | 13,51 |
| Total des charges (II+IV+VI+VIII+X+X) | 963 146 | 773 883 | 189 263 | 24,46 |
| BENEFICE OU PERTE | -71 962 | 11 249 | -83 211 | -739,73 |
| (a) Y compris : | | | | |
| - Redevances de crédit-bail mobilier | | | | |
| - Redevances de crédit-bail immobilier | | | | |
| (1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs | | | | |
| (2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs | | | | |
| (3) Dont produits concernant les entités liées | | | | |
| (4) Dont intérêts concernant les entités liées | | | | |

Bilan actif

| | Brut | Amortissement Dépréciations | Net | Net |
|--|---------|--------------------------------|---------|------------|
| | | 31/12/2022 | | 31/12/2021 |
| Capital souscrit non appelé | | | | |
| ACTIF IMMOBILISE | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de recherche et de développement | | | | |
| Concessions, brevets, licences, logiciels, droits & valeurs similaires | 11 540 | 11 540 | 51 949 | 836 |
| Fonds commercial (1) | 51 949 | | | 51 949 |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | 71 128 | 58 281 | 14 847 | 12 276 |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| Immobilisations financières (2) | | | | |
| Participations (mise en équivalence) | | | | |
| Autres participations | | | | |
| Créances rattachées aux participations | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts | 80 | | 60 | 4 323 |
| Autres immobilisations financières | | | | |
| TOTAL ACTIF IMMOBILISE | 134 676 | 67 821 | 66 855 | 69 384 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | |
| Stocks et en-cours | | | | |
| Matières premières et autres approvisionnements | | | | |
| En-cours de production (biens et services) | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | 166 701 | | 166 701 | 247 068 |
| Marchandises | | | | |
| Avances et acomptes versés sur commandes | | | | |
| Créances (3) | | | | |
| Clients et comptes rattachés | 269 711 | 16 403 | 253 308 | 201 762 |
| Autres créances | 42 162 | | 42 162 | 27 259 |
| Capital souscrit et appelé, non versé | | | | |
| Divers | | | | |
| Valeurs mobilières de placement | | | | |
| Disponibilités | 997 | | 997 | 175 |
| Charges constatées d'avance (3) | | | | |
| TOTAL ACTIF CIRCULANT | 479 571 | 16 403 | 463 168 | 476 465 |
| Frais d'émission d'emprunt à étaler | | | | |
| Primes de remboursement des obligations | | | | |
| Ecart de conversion actif | | | | |
| TOTAL GENERAL | 614 248 | 84 224 | 530 023 | 545 649 |
| (1) Dont droit au bail | | | | |
| (2) Dont à moins d'un an (brut) | | | | |
| (3) Dont à plus d'un an (brut) | | | 25 478 | |

Bilan passif

| | 31/12/2022 | 31/12/2021 |
|--|------------|------------|
| CAPITAUX PROPRES | | |
| Capital | 10 000 | 10 000 |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport, ... | | |
| Ecart de réévaluation | | |
| Réserve légale | 1 000 | 1 000 |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| Réserves réglementées | | |
| Autres réserves | 112 893 | 112 893 |
| Report à nouveau | -12 529 | -23 777 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte) | -71 962 | 11 249 |
| Subventions d'investissement | | |
| Provisions réglementées | | |
| TOTAL CAPITAUX PROPRES | 39 402 | 111 364 |
| AUTRES FONDS PROPRES | | |
| Produits des émissions de titres participatifs | | |
| Avances conditionnées | | |
| TOTAL AUTRES FONDS PROPRES | | |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | | |
| Provisions pour risques | | |
| Provisions pour charges | | |
| TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | | |
| DETTES (1) | | |
| Emprunts obligataires convertibles | | |
| Autres emprunts obligataires | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2) | 137 258 | 166 864 |
| Emprunts et dettes financières diverses (3) | | |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | 1 620 | 27 439 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 52 710 | 211 877 |
| Dettes fiscales et sociales | 244 536 | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| Autres dettes | 54 497 | 28 104 |
| Produits constatés d'avance | | |
| TOTAL DETTES | 490 621 | 434 284 |
| Ecart de conversion passif | | |
| TOTAL GENERAL | 530 023 | 545 649 |
| (1) Dont à plus d'un an (a) | | |
| (1) Dont à moins d'un an (a) | 80 943 | 434 284 |
| (2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque | 408 058 | |
| (3) Dont emprunts participatifs | 20 628 | 28 658 |
| (a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | |

Compte de résultat

| | 31/12/2022 | 31/12/2021 | Abs. (M) | Abs. (%) |
|---|-------------------|-------------------|------------------|----------------|
| Produits d'exploitation (1) | | | | |
| Ventes de marchandises | | | | |
| Production vendue (biens) | | | | |
| Production vendue (services) | 25 708 985 | 21 857 509 | 3 751 477 | 17,09 |
| Chiffre d'affaires net | 25 708 985 | 21 857 509 | 3 751 477 | 17,09 |
| Dont à l'exportation et livraisons intracom. | 639 424 | 1 050 310 | -416 887 | -39,69 |
| Production stockée | | | | |
| Production immobilisée | | | | |
| Subventions d'exploitation | | | | |
| Reprises sur provisions (& amort.), isf charges | 493 505 | 543 381 | -543 381 | -100,00 |
| Autres produits | 572 | 266 849 | 226 656 | 84,94 |
| | 4 950 | -4 379 | -89,45 | |
| Total produits d'exploitation (1) | 26 203 052 | 22 772 689 | 3 430 373 | 15,06 |
| Charges d'exploitation (2) | | | | |
| Achats de marchandises | | | | |
| Variations de stock | | | | |
| Achats matières premières et autres approvis | | | | |
| Variations de stock | | | | |
| Autres achats et charges externes (a) | 5 707 772 | 4 890 073 | 817 700 | 16,72 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 538 045 | 442 009 | 96 036 | 21,73 |
| Salaires et traitements | 12 104 628 | 10 106 065 | 1 998 563 | 19,78 |
| Charges sociales | 5 250 329 | 4 560 976 | 689 353 | 15,11 |
| Dotations aux amortissements et dépréciations: | | | | |
| - Sur immobilisations : dotations aux amortis. | 393 339 | 307 730 | 85 609 | 27,82 |
| - Sur immobilisations : dotations aux dépréciat. | | | | |
| - Sur actif circulant : dotations aux dépréciat. | 30 443 | 69 411 | -38 968 | -56,14 |
| - Pour risques et charges : dotations aux provis. | 24 372 | 50 087 | -25 715 | -51,34 |
| Autres charges | 18 663 | 11 037 | 7 625 | 69,09 |
| Total charges d'exploitation (2) | 24 667 592 | 20 437 387 | 3 630 204 | 17,76 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION (1-II) | 2 135 471 | 2 335 302 | -199 831 | -8,56 |
| Quotes-parts de résultat sur opérations | | | | |
| Bénéfice attribué ou perte transférée (III) | 21 488 | 16 767 | 4 722 | 28,16 |
| Perte supportée ou bénéfice transféré (IV) | | | | |
| Produits financiers | | | | |
| De participation (3) | 3 607 | 5 237 | -1 630 | -31,13 |
| D'autres valeurs mobilières et créances actif im | 68 | 20 | 48 | 234,56 |
| Autres intérêts et produits assimilés (3) | 127 591 | 8 809 | 118 782 | NS |
| Reprises sur provisions et dépréciat et isf charg | | 37 250 | -37 250 | -100,00 |
| Différences positives de change | | 971 | -971 | -100,00 |
| Produits nets sur cessions de valeurs mob. de pl | | | | |
| Total produits financiers (3) | 131 256 | 52 287 | 78 978 | 151,95 |
| Charges financières | | | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciat. | | | | |
| Intérêts et charges assimilées (4) | 15 528 | 154 981 | -139 453 | -89,98 |
| Différences négatives de change | | | | |
| Charges nettes sur cessions valeurs mobilières | | | | |
| Total charges financières (4) | 15 528 | 154 981 | -139 453 | -89,98 |
| RESULTAT FINANCIER (V-VI) | 115 737 | -102 694 | 218 431 | -212,70 |
| RESULTAT COURANT avant impôt | 2 272 696 | 2 249 375 | 23 321 | 1,04 |

Compte de résultat (suite)

| | 31/12/2022 | 31/12/2021 | Abs. (M) | Abs. (%) |
|--|-------------------|-------------------|------------------|----------------|
| Produits exceptionnels | | | | |
| Sur opérations de gestion | 1 908 | 524 | 1 383 | 263,85 |
| Sur opérations en capital | 6 018 | 12 241 | -6 223 | -50,83 |
| Reprises sur provisions et dépréciation et isf charges | | 4 500 | -4 500 | -100,00 |
| Total produits exceptionnels (VII) | 7 926 | 17 265 | -9 339 | -54,09 |
| Charges exceptionnelles | | | | |
| Sur opérations de gestion | -25 939 | 39 718 | -65 656 | -165,31 |
| Sur opérations en capital | 3 000 | 9 233 | -6 233 | -67,51 |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provis. | | | | |
| Total charges exceptionnelles (VIII) | -22 939 | 48 951 | -71 889 | -146,86 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII) | 30 864 | -31 686 | 62 550 | -197,41 |
| Participation des salariés aux résultats (IX) | 909 078 | 787 281 | 121 797 | 15,47 |
| Impôts sur les bénéfices (X) | -486 885 | -7 919 | -478 966 | NS |
| Total des produits (I+II+V+VII) | 26 363 742 | 22 859 008 | 3 504 734 | 15,33 |
| Total des charges (III+IV+VI+VIII+X+X) | 24 482 374 | 21 420 681 | 3 061 693 | 14,29 |
| BENEFICE OU PERTE | 1 881 367 | 1 438 327 | 443 040 | 30,80 |
| (e) Y compris : | | | | |
| - Redevances de crédit-bail mobilier | | | | |
| - Redevances de crédit-bail immobilier | | | | |
| (1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs | | | | |
| (2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs | | | | |
| (3) Dont produits concernant les entités liées | | | | |
| (4) Dont intérêts concernant les entités liées | | | | |
| | 3 607 | 5 237 | -1 630 | -31,13 |

Bilan actif

| | Brut | Amortissement Dépréciations | Net 31/12/2022 | Net 31/12/2021 |
|--|-------------------|--------------------------------|-------------------|-------------------|
| ACTIF IMMOBILISE | | | | |
| Capital souscrit non appelé | | | | |
| ACTIF IMMOBILISE | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de recherche et de développement | | | | |
| Concessions, brevets, licences, droits et valeurs similaires | 733 648 | 462 067 | 271 582 | 167 107 |
| Fonds commercial (1) | 244 617 | | 244 617 | 79 617 |
| Autres immobilisations incorporelles | 257 573 | | 257 573 | 257 573 |
| Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | 229 454 | 170 052 | 59 402 | 22 418 |
| Autres immobilisations corporelles | 2 893 194 | 2 139 659 | 753 535 | 578 294 |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| Immobilisations financières (2) | | | | |
| Participations (mise en équivalence) | | | | |
| Autres participations | 403 283 | 65 073 | 338 210 | 678 210 |
| Créances rattachées aux participations | 203 007 | 21 808 | 181 199 | 175 989 |
| Autres titres immobilisés | 17 357 | | 17 357 | 17 347 |
| Prêts | 30 128 | | 30 128 | 5 931 |
| Autres immobilisations financières | 132 372 | | 132 372 | 121 281 |
| TOTAL ACTIF IMMOBILISE | 5 144 633 | 2 858 658 | 2 285 975 | 2 103 766 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | |
| Stocks et en-cours | | | | |
| Matières premières et autres approvisionnements | | | | |
| En-cours de production (biens et services) | 150 083 | | 150 083 | |
| Produits intermédiaires et finis | | | | |
| Marchandises | | | | |
| Avances et acomptes versés sur commandes | 29 892 | | 29 892 | 12 240 |
| Créances (3) | | | | |
| Clients et comptes rattachés | 15 924 565 | 66 481 | 15 858 083 | 12 345 937 |
| Autres créances | 1 481 469 | | 1 481 469 | 831 389 |
| Capital souscrit et appelé, non versé | | | | |
| Divers | | | | |
| Valeurs mobilières de placement | 118 881 | | 118 881 | 15 164 |
| Disponibilités | 3 681 655 | | 3 681 655 | 4 144 047 |
| Charges constatées d'avance (3) | 383 751 | | 383 751 | 321 508 |
| TOTAL ACTIF CIRCULANT | 21 770 296 | 66 481 | 21 703 815 | 17 670 285 |
| Frais d'émission d'emprunt à évaluer | | | | |
| Primes de remboursement des obligations | | | | |
| Ecart de conversion actif | | | | |
| TOTAL GENERAL | 26 914 929 | 2 925 140 | 23 989 790 | 19 774 052 |
| (1) Dont droit au bail | | | 3 000 | 3 000 |
| (2) Dont à moins d'un an (brut) | | | 25 678 | 5 931 |
| (3) Dont à plus d'un an (brut) | | | 520 037 | 46 309 |

Bilan passif

| | 31/12/2022 | 31/12/2021 |
|--|-------------------|-------------------|
| CAPITAUX PROPRES | | |
| Capital | 3 193 245 | 2 787 928 |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport, ... | 562 341 | 382 193 |
| Ecart de réévaluation | | |
| Réserve légale | 231 916 | 160 000 |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| Réserves réglementées | | |
| Autres réserves | 3 847 476 | 2 814 522 |
| Report à nouveau | | |
| RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte) | 1 881 367 | 1 438 327 |
| Subventions d'investissement | | |
| Provisions réglementées | | |
| TOTAL CAPITAUX PROPRES | 9 716 345 | 7 582 970 |
| AUTRES FONDS PROPRES | | |
| Produits des émissions de titres participatifs | | |
| Avances conditionnées | | |
| TOTAL AUTRES FONDS PROPRES | | |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | | |
| Provisions pour risques | 28 500 | 64 500 |
| Provisions pour charges | 28 959 | 5 587 |
| TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 58 459 | 70 087 |
| DETTES (1) | | |
| Emprunts obligataires convertibles | | |
| Autres emprunts obligataires | 2 096 231 | 2 348 424 |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2) | 133 785 | 186 179 |
| Emprunts et dettes financières diverses (3) | 15 359 | 36 888 |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | 1 696 134 | 1 636 990 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 7 312 570 | 6 019 791 |
| Dettes fiscales et sociales | 131 497 | 23 511 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 58 489 | 123 994 |
| Autres dettes | 2 770 921 | 1 745 217 |
| Produits constatés d'avance | | |
| TOTAL DETTES | 14 214 986 | 12 120 995 |
| Ecart de conversion passif | | |
| TOTAL GENERAL | 23 989 790 | 19 774 052 |
| (1) Dont à plus d'un an (a) | 1 385 459 | 1 782 623 |
| (1) Dont à moins d'un an (a) | 12 814 168 | 10 321 484 |
| (2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque | 11 345 | 10 539 |
| (3) Dont emprunts participatifs | | |
| (a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | |

Accueil > Mes Commandes > Mon historique > Commande N°31107-VRHIQ > Etat d'endettement > Débiteurs

Débiteurs

TRAIT D'UNION - 792 847 758 RCS LYON

81 R de la République 69002 LYON

Pour recevoir un état d'endettement certifié délivré par le greffe, veuillez passer par la fiche entreprise et sélectionner la commande courrier pour les catégories d'inscriptions souhaitées.

Imprimer la fiche

| Type d'inscription de sureté (à compter du 01/01/2023) | Nombre d'inscriptions | Fichier à jour au | Sommes concernées |
|--|-----------------------|-------------------|-------------------|
| Saisie pénale de fonds de commerce | Néant | 03/11/2023 | - |
| Warrants agricoles | Néant | 03/11/2023 | - |
| Nantissements conventionnels de parts de sociétés | Néant | 03/11/2023 | - |
| Inscriptions de gage sans dépossession à partir du 01/01/2023 | Néant | 03/11/2023 | - |
| | | | |
| Type d'inscription de privilège | Nombre d'inscriptions | Fichier à jour au | Sommes concernées |
| Privilèges de la sécurité sociale et des régimes complémentaires | Néant | 03/11/2023 | - |

| Type d'inscription de privilège | Nombre d'inscriptions | Fichier à jour au | Sommes concernées |
|--|-----------------------|-------------------|-------------------|
| Nantissements du fonds de commerce ou du fonds artisanal (conventionnels et judiciaires) | Néant | 03/11/2023 | - |
| Privilèges du Trésor Public | Néant | 03/11/2023 | - |
| Protêts | Néant | 03/11/2023 | - |
| Privilèges du vendeur de fonds de commerce et d'action résolutoire | Néant | 03/11/2023 | - |
| Nantissements de l'outillage, matériel et équipement | Néant | 03/11/2023 | - |
| Déclarations de créances | Néant | 03/11/2023 | - |
| Opérations de crédit-bail en matière mobilière | Néant | 03/11/2023 | - |
| Publicité de contrats de location | Néant | 03/11/2023 | - |
| Publicité de clauses de réserve de propriété | Néant | 03/11/2023 | - |
| Gage des stocks | Néant | 03/11/2023 | - |
| Warrants (hors agricoles) | Néant | 03/11/2023 | - |

S.T. B.L.

| Type d'inscription de privilège | Nombre d'inscriptions | Fichier à jour au | Sommes concernées |
|---|-----------------------|-------------------|-------------------|
| Prêts et délais | Néant | 03/11/2023 | - |
| Biens inaliénables | Néant | 03/11/2023 | - |
| Type d'inscription de gage (jusqu'au 31/12/2022) | | | |
| Animaux | Néant | 03/11/2023 | - |
| Horlogerie et Bijoux | Néant | 03/11/2023 | - |
| Instruments de musique | Néant | 03/11/2023 | - |
| Matériels, mobiliers et produits à usage professionnel non visés dans les autres catégories | Néant | 03/11/2023 | - |
| Matériels à usage non professionnel autres qu'informatiques | Néant | 03/11/2023 | - |
| Matériels liés au sport | Néant | 03/11/2023 | - |
| Matériels informatiques et accessoires | Néant | 03/11/2023 | - |
| Meubles meublants | Néant | 03/11/2023 | - |

S.T. B.L.

Type d'inscription de gage (jusqu'au 31/12/2022)

Fichier à jour au

Sommes concernées

Nombre d'inscriptions

Meubles incorporels autres que parts sociales

Néant

03/11/2023

Monnaies

Néant

03/11/2023

Objets d'art, de collection ou d'antiquité

Néant

03/11/2023

Parts sociales

Néant

03/11/2023

Produits de l'édition, de la presse ou d'autres industries graphiques

Néant

03/11/2023

Produits liquides non comestibles

Néant

03/11/2023

Produits textiles

Néant

03/11/2023

Produits alimentaires

Néant

03/11/2023

Autres

Néant

03/11/2023

Extrait Kbis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS
à jour au 6 février 2024

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

| | |
|---|--|
| <i>Immatriculation au RCS, numéro</i> | 792 847 758 R.C.S. Lyon |
| <i>Date d'immatriculation</i> | 17/05/2013 |
| <i>Immatriculation radiée le</i> | 06/02/2024 |
| <i>Dénomination ou raison sociale</i> | TRAIT D'UNION |
| <i>Forme juridique</i> | Société par actions simplifiée (Société à associé unique) |
| <i>Capital social</i> | 10 000,00 Euros |
| <i>Adresse du siège</i> | 68 Grande Rue de Saint-clair 69300 Caluire-et-Cuire |
| <i>Activités principales</i> | Bureau d'étude, d'urbanisme, d'architecture paysagère et ingénierie technique, VRD et génie civil. Etudes, conception, maîtrise d'œuvre, ordonnancement, pilotage, coordination, économie, dossiers d'urbanismes, dossiers réglementaires, dessins et graphismes de projets d'aménagements urbains dans le domaine des travaux publics et privés (zones d'activité, lotissements, ensembles immobiliers, pistes cyclables, modes doux, voiries et réseaux divers, espaces verts, parcs, jardins, places publique, parking, ouvrages d'assainissement...etc.) |
| <i>Durée de la personne morale</i> | Jusqu'au 17/05/2112 |
| <i>Date de clôture de l'exercice social</i> | 31 décembre |

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTRÔLE, ASSOCIÉS OU MEMBRES

Président

| | |
|---------------------------------------|---|
| <i>Dénomination</i> | INITIATIVE POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE - INGENIERIE ET ORGANISATION |
| <i>Forme juridique</i> | Société par actions simplifiée |
| <i>Adresse</i> | 367 Avenue du Grand Arietaz 73000 Chambéry |
| <i>Immatriculation au RCS, numéro</i> | 402 250 427 RCS Chambéry |

Directeur général

| | |
|----------------------------------|-------------------------------------|
| <i>Nom, prénoms</i> | THÉAU Sébastien Jean-Marie Henri |
| <i>Date et lieu de naissance</i> | Le 30/12/1979 à Montauban (82) |
| <i>Nationalité</i> | Française |
| <i>Domicile personnel</i> | 1 Place Émile Sarradin 44000 Nantes |

RENSEIGNEMENTS RELATIFS À L'ACTIVITÉ ET À L'ÉTABLISSEMENT PRINCIPAL

| | |
|--|--|
| <i>Adresse de l'établissement</i> | 68 Grande Rue de Saint-clair 69300 Caluire-et-Cuire |
| <i>Activité(s) exercée(s)</i> | Bureau d'étude, d'urbanisme, d'architecture paysagère et ingénierie technique, VRD et génie civil. Etudes, conception, maîtrise d'œuvre, ordonnancement, pilotage, coordination, économie, dossiers d'urbanismes, dossiers réglementaires, dessins et graphismes de projets d'aménagements urbains dans le domaine des travaux publics et privés (zones d'activité, lotissements, ensembles immobiliers, pistes cyclables, modes doux, voiries et réseaux divers, espaces verts, parcs, jardins, places publique, parking, ouvrages d'assainissement...etc.) |
| <i>Date de commencement d'activité</i> | 11/04/2013 |
| <i>Origine du fonds ou de l'activité</i> | Création |
| <i>Mode d'exploitation</i> | Exploitation directe |

RADIATION

| | |
|--------------------------|------------|
| <i>Date de radiation</i> | 06/02/2024 |
|--------------------------|------------|

Greffes du Tribunal de Commerce de Lyon

44 Rue de Bonnel
69433 LYON Cedex 03

N° de gestion 2013B02658

- Mention n° F24/011079 du 06/02/2024

Radiation en date du 06/02/2024 par suite de fusion absorption par :

société par actions simplifiée - INITIATIVE POUR LE DEVELOPPEMENT
DURABLE - INGENIERIE ET ORGANISATION 3 Rue de Genève Cs
50367 69451 LYON CEDEX 06, 402 250 427 RCS GTC Lyon, société
bénéficiaire

avec date d'effet juridique fiscal et comptable au 31/12/2023

Le Greffier



FIN DE L'EXTRAIT

DÉLÉGATION DE POUVOIR

Je soussigné, M. Bruno LHOSTE, Président de la société INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE – INGÉNIERIE ET ORGANISATION (INDDIGO SAS), sise 367, avenue du Grand Ariétaz – CS 52401 – 73024 CHAMBERY CEDEX,

Donne pouvoir aux personnes citées ci-après, pour me représenter et engager la société INDDIGO pour **la signature des appels d'offres, devis, propositions de prix, candidatures, marchés et contrats** dans les limites suivantes :

➤ **Directeur Général et Directeurs Généraux Délégués sans limitation de montant**

- ALLAGNAT Bernard (DGD)
- RÉMOND Gaëtan (DG)
- GUMUCHIAN Sylvain (DGD)

➤ **Directeurs(rices) de départements jusqu'à 500 000 € HT**

- BROSSAUD Aurélien
- TISSOT Isabelle
- LUCAS Guillaume
- ROBERT Blandine
- MARECHAL Virginie
- TURPIN Patrice
- THEAU Sébastien

➤ **Managers, Directeurs(rices) de projet, Responsables Techniques Nationaux jusqu'à 250 000 € HT**

- | | | |
|-------------------------------|------------------------|----------------------------------|
| ▪ ARNAUD Céline | ▪ GAUDET Alexis | ▪ PAULUS Florence |
| ▪ AUBRON Daniel | ▪ GERAT Marc | ▪ PELTIER Yoann |
| ▪ BARRAL-BARON Sébastien | ▪ GILBERT Cécile | ▪ PETIT Jérôme |
| ▪ BERTHET Dominique | ▪ HERY Léo | ▪ PIERRISNARD-CHASSAUD Françoise |
| ▪ BOISON Corentin | ▪ KLETHI Nicolas | ▪ PINAROLI Guillemette |
| ▪ BOULANGER Louis | ▪ KUBLER Cécile | ▪ POLYCARPE Jessica |
| ▪ CAILLAUD Stéphan | ▪ LAJARIGE François | ▪ PORTAIL Claire |
| ▪ CARRAZ-BILLAT Emmanuel | ▪ LANCELOT Adrien | ▪ POUPENEY Daphnée |
| ▪ CAVAILLON Vincent | ▪ LARRAS Joëlle | ▪ SANSENÉ Florence |
| ▪ CHAILLOU Céline | ▪ LARSONNEUR Adrian | ▪ SUCCHE Patrick |
| ▪ CHARTEAU Elodie | ▪ LECLAIR Benoît | ▪ SUISSE-GUILLAUD Damien |
| ▪ CHARVIN Frédéric | ▪ LE FUR Rémi | ▪ THOMAS David |
| ▪ CHIOROZAS Christophe | ▪ MAISTRELLI Emmanuel | ▪ TOUMI Radouan |
| ▪ COLLIN Renaud | ▪ MERCIER Karine | ▪ TOURREUIL Jérôme |
| ▪ CROUAN-PELLÉ Pierre-Nicolas | ▪ MERCIER-LAROCHE Loïc | ▪ TRINQUIER Sébastien |
| ▪ DAVY Jean-François | ▪ MESLET Caroline | ▪ VELEZ Karine |
| ▪ DUGOUJON Rémy | ▪ MOINEAU Vincent | ▪ VENZAC Valérie |
| ▪ FOURAGE Véronique | ▪ MOUSSEAU Sophie | ▪ WASSERSCHIED Julien |
| ▪ GARCIA Xavier | ▪ NOUVELLON Edouard | |
| ▪ GAUCHER Stéphanie | ▪ PASQUIER Olivier | |

➤ **Autres collaborateurs jusqu'à 100 000 € HT**

- | | | |
|------------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| ▪ ADOUE Cyril | ▪ LE GALLIC Anne | ▪ PENITOT-BOUVIER Pierrette |
| ▪ ALBISSON Romain | ▪ LOSTE Nadège | ▪ PEPIN Fabrice |
| ▪ COUSTE Laurent | ▪ MATTIUZZO Nathalie | ▪ QUERCIA Marc |
| ▪ FICHAU Marine | ▪ MÉTIVIER-LOPEZ Frédérique | ▪ RANCILLAC Delphine |
| ▪ FLEURY Sarah | ▪ MICHEL Anne | ▪ ROSSET Sandrine |
| ▪ GRILLON David | ▪ OLIVIER Stéphane | ▪ TELLIER Laurent |
| ▪ LECUYER Paul-Antoine | | ▪ VITRE Agnès |

Cette délégation de pouvoir s'applique pour la période du 29 février au 31 décembre 2024

Bruno LHOSTE
Président

